

Découvrez la lettre d'information du Programme Lascaux !

Mai 2013 (n° 37)

Actualités Lascaux à venir

Journée d'étude du Comité Economique et Social Européen (CESE) à Bruxelles, le 5 juin 2013 :

A l'occasion de cette rencontre consacrée aux suites du scandale dit « de la viande de cheval », le Directeur du programme Lascaux, **François COLLART DUTILLEUL**, apportera un éclairage sur les enseignements juridiques que l'on doit tirer de cette affaire au niveau du droit communautaire (réglementation des circuits agroalimentaires et information du consommateur).

Journées scientifiques du programme Lascaux à Bamako (Mali), « Quel Droit pour la sécurité alimentaire en Afrique? », les 4 et 5 juin 2013 :

Ces journées d'étude s'inscrivent dans le cadre du partenariat établi depuis plusieurs années entre le programme Lascaux et les enseignants-chercheurs de l'Université des sciences juridiques et politiques de Bamako, membres du Groupe de recherche appliquée Antenne Lascaux (GRAAL). A l'occasion de ces manifestations, organisées à la faculté de droit privé de Bamako et à l'Ecole Nationale d'Administration du Mali, **Alhousseini DIABATE** et **Sylvestre YAMTHIEU** (membres du programme Lascaux) partageront avec l'ensemble des chercheurs et des représentants de la société civile réunis, certains aspects de leurs travaux consacrés à la sécurité alimentaire face aux investissements internationaux et à la bio-piraterie des ressources naturelles africaines. Consultez le programme de ces séminaires sur [notre site](#).

Le programme Lascaux aux journées scientifiques de l'Université de Nantes, La Cité, Centre des Congrès de Nantes, le 7 juin 2013 :

François COLLART DUTILLEUL, **Pierre-Etienne BOUILLOT**, et **Camille COLLART DUTILLEUL** interviendront lors du Colloque « Regards interdisciplinaires sur l'obésité - Construire la transition vers des régimes alimentaires durables ». Cette manifestation est organisée avec le soutien du Laboratoire DCS, le programme Lascaux, Cap Aliment et PONAN. Signalons également que **Sarah TURBEAUX** et **Pierre-Etienne BOUILLOT** interviendront dans le cadre des conférences grand public consacrées à la problématique du réchauffement climatique. Ils s'interrogeront sur le rôle du droit et du développement durable pour permettre à la société de répondre aux défis des changements climatiques.

Séminaire « Valorisation des ressources naturelles maritimes et besoins fondamentaux », Salle de conférence MSH Ange Guépin, le 13 juin 2013 - 14 h :

Deuxième étape du cycle « maîtrise des ressources naturelles et besoins fondamentaux », ce séminaire sera animé

par **Jean-Paul CADORET**, Laboratoire Physiologie et Biotechnologie des Algues, IFREMER, projet COSELMAR. L'objectif: croiser les regards des sciences naturelles et des sciences humaines autour de projets scientifiques locaux et innovants basés sur la valorisation des ressources maritimes en réponse aux besoins sociaux, environnementaux et énergétiques de nos sociétés modernes.

Le mois passé en bref

Table ronde « Ajustement des ressources naturelles et des besoins fondamentaux », le 31 mai 2013 - Hôtel de Région :

En présence de **Christophe CLERGEAU**, 1er Vice-président du Conseil Régional des Pays de Loire, ce séminaire fut l'occasion pour **François COLLART DUTILLEUL** et **Ioan NEGRUTIU**, Directeur de l'Institut International Michel Serres, d'exposer les enjeux liés à la maîtrise locale des ressources naturelles. L'identification et l'évaluation des ressources naturelles, en temps réel, à l'échelle d'un territoire pourraient être déterminantes pour répondre plus efficacement à la résolution des besoins humains et socio-économiques exprimés par les populations locales, que ce soit en matière d'alimentation, de santé publique ou d'environnement.

« Le droit et l'accapement des terres dans les pays du Sud - Atelier Lascaux, 5e Forum Mondial des droits de l'homme - SPIDH, Nantes, le 23 mai 2013 :

Frédéric MOUSSEAU (Policy Director du Oakland Institute), **Edgar FERNANDEZ** (Chercheur au Collegium de Lyon), **Vu QUOC NGU** (journaliste - Vietnam) et **Alhousseini DIABATE** (Lascaux) ont apporté au public présent des éléments de compréhension sur les différentes formes de l'accapement des terres, sur leurs causes et leurs conséquences, ainsi que des pistes de solution pour répondre à ce phénomène en expansion.



Le blog Lascaux

Nous vous mentionnons la publication de plusieurs billets sur le [blog du programme Lascaux](#) :

- **Camille COLLART DUTILLEUL**, « Monsanto gagnant contre Bowman – Quelles conclusions en tirer sur la propriété industrielle ? », 22 mai 2013.
- **Juanjuan SUN**, « Pesticides dans les denrées alimentaires », 3 mai 2013.

Découvrez la lettre d'information du Programme Lascaux !

Lascaux vu par...

Valérie Pironon, Professeur à l'Université de Nantes et membre de l'Institut de Recherche en Droit Privé (IRDP). Spécialiste de Droit international, de Droit de la concurrence et de Droit des marchés électroniques, Valérie Pironon est membre du programme Lascaux.

Morceaux choisis...

Pouvez-vous nous parler de vos recherches, notamment sur le droit du commerce international ?

Mes recherches en droit du commerce international portent sur le droit applicable aux rapports entre opérateurs du commerce international, notamment les contrats internationaux de fourniture de marchandises. C'est de cette façon que j'ai approché initialement les échanges de biens alimentaires, lorsque j'étais étudiante et enseignante. En plongeant dans Lascaux je me suis ouverte à une autre dimension du commerce international, la question de savoir si l'aliment ou la matière première qui donne naissance à l'aliment doit circuler comme les autres marchandises, comme une table, une chaise... Je me suis ouverte par l'intermédiaire de Lascaux et de ces nouvelles questions au droit de l'Organisation Mondiale du Commerce...

A votre avis, les aliments sont-ils des marchandises comme les autres ?

La question est un peu déconcertante a priori, car les matières premières agricoles, les biens alimentaires sont peut-être les premiers biens à avoir fait l'objet de commerce international. C'est sur la base de ce commerce là qu'a pu se construire un droit du commerce international appliqué à la circulation d'autres marchandises. Aujourd'hui on envisage la question différemment. On se demande s'il ne faudrait pas limiter le commerce international des matières premières et des produits alimentaires pour qu'il ne freine pas le développement des politiques agricoles locales [...]. On entre dans d'autres considérations, celles de la prise en compte de valeurs non marchandes en droit du commerce international. Certaines concernent l'accès à l'aliment, mais on pense aussi beaucoup à la qualité des produits et à la question du risque sanitaire.

Pourtant, les produits alimentaires ne représentent qu'un petit pourcentage du commerce international...

Effectivement, les échanges de produits alimentaires ne concernent qu'un peu moins de 10% des échanges internationaux de marchandises d'après les statistiques du commerce international de l'OMC. Ce chiffre est en augmentation, néanmoins on en déduit que la plupart des aliments sont en fait consommés là où ils sont produits. En tant que membre du programme Lascaux, je recherche dans quelle mesure on peut prendre en considération la sécurité alimentaire en droit du commerce international, notamment au niveau de l'OMC et du règlement des litiges à l'Organe de Règlement des

Différends. C'est là où la prise en compte de la sécurité alimentaire semble poser le plus de problèmes, plus que dans les contentieux entre opérateurs privés, où il est plus facile à mon sens de faire prévaloir l'impératif de sécurité alimentaire. Bien que je travaille sur cette question importante et stimulante, je pense que pour ce qui est de l'accès à la nourriture, le principal problème porte sur la propriété : la propriété des ressources, l'accaparement des terres, l'appropriation du vivant... Les échanges internationaux posent également des problèmes, de prix des aliments de base notamment ainsi que pour tout ce qui concerne la dimension sanitaire et culturelle de l'aliment. Mais le commerce international peut aussi parfois être une solution au problème de sécurité alimentaire.

Pourquoi vous êtes-vous intéressée au programme Lascaux ?

La thématique du programme m'a intéressée et en même temps m'a un peu fait peur, car en tant que juriste je n'ai jamais eu l'habitude de travailler comme cela, c'est-à-dire autrement que comme une technicienne du droit. Là je rencontrais une démarche très intéressante, avec un objectif, mettre le droit au service de la sécurité alimentaire, et puis un véritable travail d'équipe [...] pluridisciplinaire, international. Lascaux permet de faire du droit autrement : on n'est pas tout seul dans sa bibliothèque [...] pour mener une argumentation seulement technique, on poursuit un objectif, qui est une sorte de guide.

Que retiendrez-vous de Lascaux ?

Les résultats sans doute, puisque des propositions vont être formulées. J'espère que certaines vont se dégager et permettre de faire avancer les choses. [...] Je retiendrai aussi l'aventure humaine, cette démarche qui consiste à travailler progressivement, en équipe, avec des chercheurs du monde entier, dans des disciplines différentes. [...] Même quand on a été membre du programme à un peu plus de distance, cette aventure humaine est particulièrement marquante.

Nous suivre

N'hésitez pas à contribuer à l'enrichissement de la bibliothèque du site du Programme Lascaux en partageant vos textes de droit national, régional ou international en contactant [Jean-Philippe Bugnicourt](mailto:Jean-Philippe.Bugnicourt).

Le site Internet du Programme Lascaux est mis à jour quotidiennement. Si vous souhaitez être tenu au courant de nos actualités, n'hésitez pas à vous abonner au [fil RSS](#) ou aux comptes [Facebook](#) ou [Twitter](#) du Programme Lascaux.

En attendant, retrouvez toujours notre site Web au www.droit-aliments-terre.eu ainsi que le [blog](#) animé collectivement par l'équipe Lascaux.